

TOURISME À BOUMERDÈS

Une richesse inexploitée

Lors d'une assemblée de l'APW de Boumerdès réunie en mai 1999, en vue d'étudier le dossier du tourisme, un élu du RCD s'est exclamé : «Nous avons au plan économique, au minimum l'équivalent de deux puits de pétrole dans notre wilaya que nous n'exploitons pas.»

Des raisons politiques locales mais surtout des obstacles idéologiques empêchent ce secteur de produire des richesses et de créer des emplois. Presque dix ans après, les quelques investisseurs qui se sont présentés ces dernières années ont vite déchanté. Les trois rapports (1999, 2004 et 2007) de trois mandatures qui se sont succédé à l'APW, sans qu'ils soient porteurs d'idées révolutionnaires en propositions, sont néanmoins restés lettre morte. L'insécurité n'est pas le seul problème qui jusqu'à présent fait fuir ces investisseurs et les éventuels touristes. Les responsables locaux — administratifs et élus — omettent d'assumer une donnée fondamentale : le tourisme est une industrie pourvoyeuse d'emplois et de richesse mais qui a ses règles strictes. La moindre erreur et c'est l'exclusion du marché. La vocation de région touristique se construit durant des années grâce aux efforts de tous. Pour l'heure, la wilaya de Boumerdès est exclue de ce créneau juteux. Or, le Bon Dieu a généreusement doté la wilaya d'une nature extraordinaire, d'un climat idéal, mais surtout d'un magnifique et long rivage et des belles localités accrochées au piémont et aux flancs des montagnes. Elle pourrait tirer profit de ce potentiel inépuisable pour amener des richesses et se développer sans l'apport financier de l'Etat. La perspective n'est nullement utopique.

Situation déplorable

Au départ, la wilaya, «sans vocation et sans âme», dixit le wali Brahim Merad, manque d'ambition dans le domaine du tourisme. En effet, les responsables se réunissent, comme ce jeudi 12 février, avant chaque été pour prendre quelques résolutions qui ne sont d'ailleurs, pour la plupart du temps, pas respectées. Ils préparent ce qu'ils appellent pompeusement la saison estivale ou touristique. Ils se focalisent sur une courte période allant de la mi-juin à la mi-septembre pour mettre



en place un dispositif dit sécuritaire sur quelques plages, elles étaient 18 en 2008. Serait-il interdit de déroger au rituel des lamentations sur la situation déplorable des plages que la presse rapporte régulièrement : pillage de sable à grande échelle dont une partie de l'argent engrangé finit dans les poches des «émirs» du GSPC, constructions illicites, dépôts d'ordures et détritus, envahissement des forêts marines et destructions écologiques... Et la liste est encore longue. Un crime de destruction du potentiel économique de la wilaya se commet chaque jour. Durant l'été, ces plages sont laissées à la merci des racketteurs des automobilistes, à la saleté et à l'occupation illégale des sables par les loueurs de matériel.

Absence d'ambition

De son côté, l'Etat qui est le premier investisseur a accompli une partie du travail. La wilaya est dotée d'un réseau routier secondaire qui pourrait être largement amélioré. Des projets — rocadés et autoroute — sont en chantier. L'eau et l'énergie sont disponibles. Trois stations d'épuration des eaux usées pour préserver le plateau continental sont fonctionnelles, d'autres sont prévues. Le port de pêche de Zemmouri a été agrandi et un autre construit à Cap-Djenet. Il a ouvert une école de formation spécialisée dans le tourisme au Figuier.

Cependant, l'aménagement en amont du port de Cap-Djenet d'une zone versée aux activités de tourisme attend sa réalisation.

Comme cette promesse faite aux autorités locales par M. Ghoul au début des années 2000, lorsqu'il était à la tête du département de la Pêche pour la construction d'un port de plaisance sur l'ex-Rocher noir. Par ailleurs, au volet sécuritaire, la lutte contre les islamistes armés commence à porter ses fruits. Mais cette générosité de l'Etat a son côté pervers. Il a en effet bloqué le foncier touristique évalué à environ 10 000 hectares inventorié dans la quinzaine de ZET (zone d'expansion touristique) comme il a monopolisé la décision d'affectation des terrains d'assiette aux candidats à l'investissement. Des mauvaises langues disent que le pouvoir politique attend le moment opportun pour remettre et les terrains et la souveraineté sur ces terres aux «émirs» du Moyen-Orient.

Rien n'est dit publiquement pour démentir cette assertion. Malheureusement, d'aucuns considèrent que les efforts locaux sont en deçà de ce qui devrait être fait pour entamer le décollage du secteur. Tous les intervenants à la réunion de ce jeudi, wali en premier, ont tiré un bilan négatif sur ce secteur. Posons en outre la question sur le bénéfice que tire actuellement la wilaya : quel est l'apport financier de ce secteur dans le budget de la wilaya ? Il n'y a aucune statistique mais les rentrées financières sont sans aucun doute très modestes, voire insignifiantes. Selon les chiffres communiqués par la Direction du tourisme de la localité, 7 592 000 estivants se sont rendus, entre le 15 juin et le 15 septembre 2008, dans les 18 plages autorisées. Ce

qui a fait réagir le directeur des transports de la région qui interrogera l'assistance : «Si chacun de ces estivants dépense 100 DA, cela fera une recette au profit de l'activité de wilaya au minimum de 80 milliards de centimes. Où est passé cet argent ?» Ensuite l'orateur déplore : «Pourquoi les Algériens se rendent-ils en Tunisie pour passer leurs vacances alors que notre pays recelent de sites balnéaires magnifiques ?» Sur ce dernier point, il est indéniable que l'explication se trouve dans le fait que nos voisins de l'est font du tourisme une véritable activité industrielle et un «métier». De plus les citoyens de Sétif, Constantine, Tizi-Ouzou, Béchar et même de Boumerdès qui choisissent la Tunisie comme destination de villégiature trouveront des professionnels qui les prendront en charge. Les populations sont par ailleurs conscientes, elles ont été préalablement sensibilisées, que leurs intérêts économiques résident dans un tourisme fort. Nos compatriotes découvriront un cadre de vie meilleur que celui de leurs localités respectives. Ils se verront durant un laps de temps offrir le «droit de jouir de la vie en toute tranquillité». Ce qui incite le touriste à dépenser. Les visiteurs seront confrontés à des responsables et des institutions qui appliquent strictement la loi, toute la loi dans la gestion de l'ordre public. Toute vision moralisatrice de l'Etat est écartée. Dès lors, le touriste est le meilleur vecteur de la bonne publicité. Est-ce le cas à Boumerdès ?

Abachi L.

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU SPÉCIALISÉ DANS LE TRAFIC DE CIMENT À AÏN-TÉMOUCHENT

400 tonnes saisies

La brigade de la Gendarmerie nationale d'El-Maleh a réussi à mettre fin aux agissements d'un réseau national spécialisé dans le trafic de ciment et l'estampillage des sacs d'emballage.

Une ferme servait d'atelier et de dépôt aux trafiquants. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont investi les lieux lundi dernier où ils ont découvert un emballage constitué de 400 sacs vides de ciment de plusieurs sociétés

implantées à Oran, ainsi 200 sacs de 30 à 35 kg remplis de ciment.

Les gendarmes mettent la main, aussi, sur un semi-remorque (citerne) immatriculé à Sidi-Bel-Abbès chargé de 20 tonnes de ciment. Les gendarmes ont procédé immédiatement à l'arrestation de trois personnes : le chef du réseau, 53 ans, originaire de Relizane, et ses deux acolytes âgés de 34 et 36 ans, tous deux originaires de Aïn-Témouchent. Lors de l'interrogatoire, il s'est avéré que le chef du réseau était employé par une entreprise

publique de bâtiment à Oran. Le ciment provenait de Béni-Saf. La tête pensante a formé un réseau qui volait d'importantes quantités de ciment dans des camions-citernes pour les stocker dans la ferme d'El-Maleh. Il achetait ensuite d'Oran des sacs vides estampillés du nom de plusieurs sociétés, et avec l'aide de ses complices, il chargeait ce ciment volé dans des sacs imités. Ce réseau activait lors des pénuries. Les trois mis en cause seront présentés à la justice au cours de cette semaine.

R. B.

OUM-EL-BOUAGHI

Les habitants de Dhalaâ en colère

Les habitants de la ville de Dhalaâ, située à l'extrême est du chef-lieu de wilaya ont à plusieurs reprises manifesté leur ras-le-bol contre la mal-vie. Dans une lettre signée par les représentants de la société civile, ils dénoncent le retard enregistré dans leur ville concernant des projets dans différents secteurs. D'ailleurs, ils qualifient leur ville de douar ou dechra, faisant allusion à l'état désastreux des routes, l'absence d'assainissement... Plusieurs quartiers ne sont toujours pas reliés au réseau de gaz, lequel demeure un rêve lointain... Le wali d'Oum-El-Bouaghi, accompagné de directeurs de secteurs stratégiques, s'est déplacé sur les lieux pour une réunion de proximité. En présence des élus locaux et des représentants de la société civile, le wali a entendu les doléances des citoyens dont une douzaine ont stigmatisé les carences dans la gestion de leur ville.

Après l'intervention des directeurs de secteur, qui ont apporté des réponses concrètes aux problèmes exposés, le chef de l'exécutif a promis de suivre personnellement tous les projets inscrits au titre de l'année 2009 et de sévir contre ceux qui auront failli à leur responsabilité.

Les débats étaient par moment houleux, mais la sagesse a prévalu. La rencontre de proximité, cette initiative parfois salvatrice qui permet aux citoyens dans un cadre légal de soulever des problèmes de société, est souhaitable dans toutes les daïras de la wilaya.

Moussa Chtatha

AÏN-BEÏDA

Dégradation du cadre de vie

Aïn Beïda, ville des Haracta, autrefois connue pour ses hommes de culture et de science, appelée aussi carrefour de la région où les habitants des villes voisines venaient faire leurs emplettes, cette cité de plus de 200 000 âmes est en passe de devenir une ville anodine où les jours se suivent et se ressemblent.

Un commerce moribond et un taux de chômage qui va crescendo. Aïn Beïda a connu ces deux dernières décennies un exode galopant. Des gens venus de contrées lointaines s'installent dans des huttes de fortune, aux alentours immédiats de la ville rendant ainsi hideux le visage de la ville. Une démographie sans cesse en hausse, et un commerce tous azimuts qui connaît un recul — la majorité des commerces a baissé rideau, il semblerait que la vigueur fiscale soit à l'origine. Aujourd'hui, le constat est réel, le citoyen se plaint de la dégradation du cadre de vie.

Un ras-le-bol décrié par une population en proie au désespoir et à l'oisiveté.

M. C.